
REVUE DE PRESSE

MAYOTTE

28 AVRIL 2023



Fédération
des acteurs de
la solidarité

ANALYSE DE LA REVUE DE PRESSE :

MAYOTTE - OPERATION « WUAMBUSHU »

L'opération « Wuambushu » visant à expulser des étrangers en situation irrégulières à Mayotte avait été révélée par le Canard Enchaîné fin février avant d'être finalement confirmée le 21 avril par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin dans une interview au [Figaro](#) puis sur [France Info](#).



Le 23 avril, [France Info](#) annonce le début de « l’opération anti-migrants » mais ce n’est que le lendemain, suite à la dépêche AFP « Mayotte : la France n’arrêtera pas l’opération « Wuambushu » malgré l’opposition des Comores », que se multiplient les articles de presse. Cette première dépêche reprend les propos du préfet de Mayotte, Thierry Suquet qui justifie cette opération par la lutte contre la délinquance, contre l’habitat insalubre et les conséquences de l’immigration clandestine. Il indique également espérer un retour des bateaux vers les Comores qui avaient refusé l’accostage d’un navire lundi. Sont également cités le ministre comorien de l’intérieur Fakridine Mahamoud qui dénonce la décision unilatérale de la France et affirme qu’« aucun expulsé ne rentrera dans un port sous souveraineté comorienne » ainsi que Camille Chaize, porte-parole du ministère de l’Intérieur qui confirme l’intensification des contrôles. Enfin, la dépêche mentionne le Droit au Logement qui avait publié la veille un [communiqué de presse](#) appelant à stopper cette opération « brutale » et « anti-pauvres ». La première vague d’expulsion est annoncée pour le lendemain à 6h00.

La FAS Océan Indien a réagi à son tour avec un courrier intitulé « [A Mayotte appliquer le droit et bâtir la solidarité](#) » signé par son Président, Jimmy Bonmalais appelant à la vigilance face aux conséquences de cette opération sur les droits humains et particulièrement l’accès aux soins des enfants notamment.

Le 25 avril, une deuxième dépêche AFP annonce la suspension de l’évacuation d’un bidonville par la justice, reprise dans la foulée par un grand nombre de médias, notamment [Le Monde](#), [Le Point](#) et [L’Obs](#). Suite à cette deuxième dépêche, Gérard Darmanin s’exprime sur Twitter en citant une reprise par [Le Figaro](#), en avançant les arguments de l’insécurité et l’insalubrité pour justifier cette opération qui vise selon lui à « la restauration de la paix républicaine ». [France info](#), [Challenges](#) et [Reuters](#) publient des articles sur la défense du ministre de l’Intérieur de l’opération. « Cette bataille juridique, on s’y attendait », a pour sa part déclaré Camille Chaize, la porte-parole du ministère de l’intérieur, sur [RMC](#).



Gérald DARMANIN

@GDarmanin



L'action menée à Mayotte est la restauration de la paix républicaine. C'est une action difficile mais extrêmement résolue. Ce qui met en danger la population c'est l'insalubrité, l'insécurité et la non reconnaissance du droit de propriété. Le préfet fait appel de cette décision.

Le Figaro @Le_Figaro · 8h

Le préfet de Mayotte fait appel de la suspension de la destruction d'un bidonville

Le juge des référés du tribunal de Mamoudzou a suspendu la destruction de logements illégaux dans la deuxième ville de Mayotte. 85 familles devaient être expulsées.

lefigaro.fr/actualite-fran...

Le 25 avril également, sur [Mayotte La Première](#), Salime Mdéré déclare à propos des jeunes Comoriens « il faut peut-être en tuer », déclenchant une vague de réactions de la presse et de personnalités politiques de gauche, comme Olivier Faure, Clémentine Autain et Manuel Bompard qui déclare sur twitter : « Est-ce que les élus LREM vont condamner ces propos insupportables du vice-président LREM du conseil départemental de Mayotte ? ». Le lendemain, [un article du Figaro](#) révèle que le groupe Renaissance a porté plainte pour diffamation. La Ligue des droits de l'Homme a de son côté [déposé une plainte](#) contre Salime Mdéré.

Malgré les nombreuses reprises des dépêches AFP et des articles majoritairement informatifs, quelques médias ont affiché un ton critique avec notamment une prise de parole d'Edwy Plenel dans Médiapart où il dénonce une opération faisant écho « aux discours xénophobes et racistes sur les migrants », « une guerre aux pauvres » et lien avec la loi immigration à venir, dans un article intitulé « [Mayotte, île de la cruauté](#) ». Le Monde de son côté illustre ces propos dans un [article reportage](#) dans lequel on peut lire « ce ne sont que des pauvres qui essayent de s'en sortir ».

La Défenseure des droits, Claire Hédon, s'est dite mercredi soir « particulièrement attentive au respect inconditionnel » des droits fondamentaux [dans le cadre de l'opération sécuritaire Wuambushu menée à Mayotte, et a annoncé l'envoi d'une délégation de juristes sur l'île.](#) » La Défenseure des droits est « [particulièrement attentive au respect inconditionnel](#) des droits fondamentaux des personnes », a indiqué Claire Hédon dans un communiqué, annonçant l'arrivée à Mayotte « d'une délégation de juristes » qui sera chargée « d'opérer des vérifications, dresser des constats et mener des instructions le cas échéant ».

Les dernières actualités annoncent depuis le 27 avril [une suspension des liaisons maritimes](#) avec les Comores. Malgré cela, les autorités sur place affirment continuer l'évacuation.

Annnonce de l'opération :

20/04/2023, Le Figaro, [« Gérard Darmanin : « A Mayotte, la délinquance ne l'emportera pas sur les lois de la République »](#).

21/04/2023, France Info, [« Mariage pour tous, casseroles, A69, mineurs percutés à scooter, Mayotte, loi Immigration... Ce qu'il faut retenir de l'interview de Gérard Darmanin »](#)

Prise de parole FAS :

24/04/2023, RMC, [« C'est surtout la faute du gouvernement » : l'opération Wuambushu, à Mayotte, divise »](#) Pascal Brice : *«on peut s'interroger sur cette manière de faire des opérations coup de poing dans un contexte social extraordinairement tendu»*

24/04/2023, France Info (radio), Pascal Brice : *« les associations sont tellement inquiètes, il s'agit d'un département très fragile. Il y a des problèmes d'insécurité qu'il faut évidemment traiter parce qu'il y a de la délinquance et de très lourdes difficultés de sécurité mais il y a aussi de la pauvreté, des problèmes d'hébergement, de logement et donc nous appelons à la vigilance et au discernement pour qu'on respecte la situation des personnes les plus fragiles quelle que soit leur nationalité. »*

24/04/2023, Dépêche AFP, « Mayotte : la France n'arrêtera pas l'opération « Wuambushu » malgré l'opposition des Comores »

Reprises :

24/04/2023, Sud Radio avec l'AFP, [« Mayotte : la France n'arrêtera pas l'opération « Wuambushu » malgré l'opposition des Comores »](#)

24/04/2023, L'Express, avec l'AFP, [« Mayotte : la France n'arrêtera pas l'opération « Wuambushu » malgré l'opposition des Comores »](#)

24/04/2023, Le Point, avec l'AFP, [« Mayotte : la France n'arrêtera pas l'opération « Wuambushu » malgré l'opposition des Comores »](#)

24/04/2023, La Croix, avec l'AFP, [« Mayotte : la France n'arrêtera pas l'opération « Wuambushu » malgré l'opposition des Comores »](#)

25/04/2023, Dépêche AFP, « Mayotte : la justice suspend l'évacuation d'un bidonville »

Reprises :

25/04/2023, Le Monde avec l'AFP, [« Mayotte : le tribunal judiciaire suspend l'évacuation d'un bidonville au lancement de l'opération « Wuambushu »](#)

25/04/2023, Le Point avec l'AFP, [« Opération Wuambushu à Mayotte : la destruction d'un bidonville suspendue »](#)

25/04/2023, L'Obs avec l'AFP, [« Mayotte : évacuation suspendue, tollé après les propos d'un élu... Démarrage difficile pour l'opération « Wuambushu »](#)

25/04/2023, France info avec l'AFP, [« Mayotte : la justice suspend la destruction d'un bidonville prévue ce matin dans le quartier de Majicavo »](#)

25/04/2023, Libération avec l'AFP, [« Opération Wuambushu à Mayotte : la justice suspend l'évacuation d'un bidonville, trop dangereuse pour les habitants »](#)

Polémique de Salime Mdéré, Vice-président du Conseil départemental de Mayotte :

25/04/2023, Le Monde, [« Mayotte : « il faut peut-être en tuer » les « voyous » déclare le vice-président du conseil départemental à la télévision »](#)

25/04/2023, L'Obs, [« Il faut peut-être en tuer » : le vice-président du Conseil départemental de Mayotte dérape en direct de la télé »](#)

25/04/2023, Le Figaro, [« Il faut peut-être en tuer » : les propos polémiques d'un élu de Mayotte contre les bandes armées »](#)

25/04/2023, 20 Minutes, [« Il faut peut-être en tuer », lance le vice-président du Conseil départemental à propos des migrants »](#)

Articles critiques :

25/04/2023, Libération, [« Interview. Dominique Voynet : Mayotte est en retard partout et ce n'est pas la faute des Comoriens »](#)

25/04/2023, Mediapart, [« Mayotte, île de la cruauté »](#)

25/04/2023, Politis, [« Mayotte : Darmanin, le nettoyeur de la République »](#)

26/04/2023, Le Monde, [« Dans le centre de rétention de Mayotte, « ce ne sont que des pauvres qui essayent de s'en sortir »](#)

Derniers articles :

27/04/2023, Ouest France, [« Mayotte. L'opération Wuambushu se poursuit malgré la suspension de la liaison avec les Comores »](#)

27/04/2023, France Info, [« Opération Wuambushu à Mayotte : les liaisons maritimes avec les Comores restent suspendues, malgré l'annonce des autorités maritimes »](#)

28/04/2023, L'Obs, [« Dérapage télé, revers judiciaire et diplomatique... le démarrage compliqué de l'opération « Wuambushu » à Mayotte »](#)

28/04/2023, France 24 avec l'AFP, [« Mayotte: Wuambushu "continuera le temps qu'il faudra", selon Darmanin »](#)

28/04/2023, Mayotte la Première, [« Mayotte : Wuambushu "continuera le temps qu'il faudra", selon Gérald Darmanin »](#)

À PROPOS DE LA FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) est un réseau de plus de 900 associations et structures qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité. Elle est composée d'une fédération nationale et de 13 fédérations régionales sur l'ensemble du territoire. La Fédération lutte contre les exclusions, promeut l'accompagnement social global et favorise les échanges entre tous les acteurs du secteur social. La FAS représente 2 800 établissements et services dans les secteurs de l'insertion par l'activité économique, de la veille sociale, de l'hébergement, du logement adapté, du médico-social ou encore dans l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés.

La Fédération soutient ses adhérents, les forme et les conseille. Elle agit également auprès des pouvoirs publics pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire. Elle participe enfin à des projets d'innovation sociale dont plusieurs sont soutenus par l'Etat, tels que les programmes SEVE Emploi et Respirations.

Charlotte Abello
Chargée des relations médias et des réseaux sociaux
charlotte.abello@federationsolidarite.org
01 48 01 82 32 / 06 17 80 03 52

Fédération des acteurs de la Solidarité
76 rue du Faubourg Saint Denis
75010 Paris
www.federationsolidarite.org